

Formation professionnelle

Le système de formation professionnelle suisse a de l'avenir

En Suisse, deux tiers environ des jeunes achèvent un apprentissage et les entreprises consentent d'importants investissements dans la formation. Reste que la formation professionnelle initiale subit toujours une pression pour se justifier, quand elle n'est pas remise en question. C'est une erreur, car le système moderne de formation professionnelle tient compte des transformations du monde du travail et ouvre des carrières et des espaces de développement. **Par Jürg Zellweger**



Photo: Swissmem

La Suisse dispose d'un système de formation professionnelle de très haut niveau.

Dans les débats sur la politique de la formation, les universitaires, eux surtout, exigent toujours que le quota de maturités et le nombre de diplômés des hautes écoles progresse sensiblement en Suisse. Un de leurs arguments majeurs est que la formation professionnelle n'est pas en mesure de préparer les apprenants à l'emprise croissante de la science et de la technologie sur la vie économique ni aux actuelles exigences de la «société du savoir». La plupart des plaidoyers pour une formation gymnasiale et universitaire plus étendue reposent sur un jugement dépréciatif de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Les critiques de la formation duale suggèrent enfin que la formation professionnelle, face au changement structurel dans le monde du travail, ne peut tenir la cadence et n'offre donc pas de perspectives à long terme aux apprentis. Ils mentionnent également le fait que l'introduction de la libre circulation des personnes a permis l'immigration en Suisse de nombreux actifs hautement qualifiés, ce qui prouve la pénurie d'universitaires. La critique de la formation professionnelle suppose aussi que

les entreprises qui forment des apprentis se préoccupent avant tout de l'applicabilité de leur formation à court terme et non aux perspectives à long terme s'offrant à eux sur le marché du travail.

Assurer la relève

Une allégation infondée, puisqu'entreprises et associations de branches ont surtout à cœur aujourd'hui d'assurer la relève nécessaire. Il est évident que le rapport coût/bénéfice d'une formation professionnelle doit se défendre si l'on veut qu'une entreprise soit disposée à offrir des places d'apprentissage. Mais le motif principal de ses efforts de formation est à l'évidence d'assurer la relève professionnelle, si l'on sait que la pénurie de travailleurs qualifiés et l'évolution démographique rendent la bataille pour le recrutement du personnel toujours plus rude et que le recrutement d'apprentis est, aujourd'hui déjà, difficile. C'est pour cette raison que les stratégies de formation initiale et de formation continue des associations de branches sont axées sur le long terme – avec pour but que les personnes recrutées pour un apprentissage

poursuivent leur formation et demeurent dans la branche. La volonté manifeste de nombreuses entreprises de soutenir leurs collaborateurs dans leur formation continue dément aussi l'argument selon lequel elles ne seraient intéressées que par un «retour sur investissement» à court terme.

L'affirmation selon laquelle la formation professionnelle initiale ne présente pas de perspectives suffisantes dans un monde du travail en mutation ne correspond pas davantage à la réalité. De nombreuses études montrent que les salariés bénéficiant d'une telle formation peuvent changer de cap sans que cela pénalise leurs revenus à plus long terme. Cela prouve bien que ces personnes peuvent transposer leurs compétences dans de nouveaux champs professionnels. En d'autres termes: leur formation et leurs compétences, acquises dans la pratique ne sont pas étroites et unilatérales, mais offrent au contraire des perspectives d'évolution.

Un sésame pour davantage de qualifications

Ces mêmes critiques oublient souvent que la Suisse dispose d'un système de formation professionnelle de très haut niveau et perméable, comprenant plus de 230 professions. Grâce à la maturité professionnelle, on peut acquérir, parallèlement à la formation initiale, une

culture générale plus large ouvrant les portes des hautes écoles spécialisées. Les formations professionnelles supérieures, une spécialité suisse en quelque sorte, débouchent aussi sur quelque 400 offres pour des qualifications plus pointues. Celles-ci sont également appréciées par les universitaires pour promouvoir leur carrière. Il suffit de penser aux filières d'experts-comptables et de contrôleurs de gestion diplômés.

Les hautes écoles spécialisées et les examens professionnels et professionnels supérieurs sont basés sur la formation professionnelle initiale et l'expérience. Un apprentissage achevé donne aux jeunes non seulement l'accès au marché de l'emploi, mais aussi la possibilité d'acquérir une formation professionnelle supérieure. Celle-ci permet une spécialisation dans la branche, la promotion à un poste dirigeant ou une réorientation professionnelle. Tout comme les hautes écoles, la formation professionnelle supérieure est à classer au niveau tertiaire du système d'éducation suisse.

Contribuer à l'intégration

Le fait est que le système de formation professionnelle ne peut être aligné uniquement sur les exigences de l'économie. Il doit aussi prendre en compte les différents penchants et aptitudes personnels des apprentis. La gradation des diplômes (formation initiale de deux

ans avec attestation, 3–4 ans de formation initiale avec certificat de capacité, prolongement avec maturités professionnelles) et le large éventail de professions satisfont à ces besoins. Ce système permet aussi d'intégrer le plus possible de jeunes dans le marché du travail et d'exploiter au mieux le potentiel de personnel qualifié.

En Suisse, 15 pour cent des jeunes en fin de scolarité, considérés comme fonctionnellement illettrés, finissent tôt ou tard par prendre le chemin de la formation professionnelle et pas réussir un diplôme. Lequel leur ouvre l'accès au marché du travail et à d'autres formations. Les entreprises formatrices apportent ici une contribution considérable – mais peu prise en considération, le plus souvent – à la politique sociale.

Exploiter le potentiel indigène

Qu'en est-il de l'argument qui veut que le marché de l'emploi suisse soit visé de plus en plus par des universitaires étrangers? Tout indique qu'à cet égard, les différences entre systèmes de formation induisent en erreur. Beaucoup de qualifications recensées en Suisse comme des formations professionnelles initiales, voire des formations supérieures, relèvent à l'étranger du niveau des hautes écoles. Parallèlement, le nombre de nouveaux arrivants se présentant comme «diplômés de hautes écoles» est élevé dans la statistique de l'immigration. Il doit cependant être interprété avec prudence et il est totalement abusif d'en déduire que la Suisse doit forcer la formation dans les hautes écoles au détriment de la formation professionnelle.

Une chose est sûre: la Suisse et son économie très développée ne pourront réussir à l'avenir à recruter tous les spécialistes nécessaires au sein de la population domestique. Il est donc d'autant plus indispensable d'exploiter au mieux le potentiel indigène grâce à une offre très large de formation initiale et de formation continue. Le système suisse de formation professionnelles, ouvert sur l'avenir, fournira à cet égard une précieuse contribution. ■

Consolidation du système de formation professionnelle

Lors des conférences sur les places d'apprentissage, Confédération, cantons et partenaires sociaux ont surtout discuté de l'internationalisation du monde professionnel et du travail. Il en ressort que l'enseignement des langues étrangères doit être renforcé dans la formation professionnelle initiale et qu'une seconde langue doit être enseignée dans un maximum de métiers. L'échange d'apprenants ou la réalisation de projets en Suisse et à l'étranger doivent aussi être favorisés, afin que l'offre de formation demeure également attrayante pour des jeunes performants.

Lors de la session d'hiver, le Parlement a contribué à renforcer la formation professionnelle et à promouvoir ses acteurs. Le soutien financier de la Confédération pour 2012 a été augmenté dans le cadre des crédits FRI. Il atteint maintenant 25 pour cent des dépenses publiques de formation professionnelle et correspond ainsi à l'ordre de grandeur inscrit dans la loi. Grâce à ces moyens, la formation professionnelle peut poursuivre son développement et renforcer son attrait, c'est-à-dire intégrer par là même un maximum de jeunes dans le marché de l'emploi. ■

Jürg Zellweger est membre de la direction de l'Union patronale suisse.